



Attribution d'une Concession de Service Public relative au Réseau de Chaleur Urbain de la Ville de Sucy-en-Brie

Annexes au contrat – Base 25 ans :

Annexe 22 – Convention d'export de chaleur

Offre finale – 31/07/2024



SOMMAIRE

1	PROJET DE CONVENTION D'EXPORT DE CHALEUR.....	3
1.1	IDENTIFICATION DES PARTIES	3
1.2	DEFINITIONS.....	4
1.3	PREAMBULE	5
2	CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	6
2.1	FORMATION DE LA CONVENTION	6
2.2	OBJET	6
2.3	ENTREE EN VIGUEUR – CONDITION SUSPENSIVE – DATE DE DEMARRAGE DES PRESTATIONS	6
2.4	DUREE DE LA CONVENTION – SUBSTITUTION	7
2.5	REVISION CONTRACTUELLE.....	7
2.6	OBLIGATION DES PARTIES	8
2.6.1	Obligations de [Société Dédiée] : fourniture de la CHALEUR	8
2.6.2	Obligation du Bénéficiaire: prise de chaleur	8
2.7	TRAVAUX	8
2.8	EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS – REGIME DE PROPRIETE DES BIENS NECESSAIRES.....	8
3	CHAPITRE 2 : MODALITES DE FOUNTURE ET DE MISE A DISPOSITION DE LA CHALEUR	9
3.1	FOURNITURE DE CHALEUR PAR LE CONCESSIONNAIRE	9
3.2	CARACTERISTIQUES DE LA CHALEUR.....	9
3.3	COMPTAGE	9
3.3.1	Principe.....	9
3.4	ARRÊT TECHNIQUE	9
4	CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES	9
4.1	PRIX DE VENTE DE LA CHALEUR.....	9
4.2	DROITS/FRAIS DE RACCORDEMENT	9
4.3	PENALITES	10
4.3.1	Défaut de mise à disposition de la CHALEUR imputable au Concessionnaire ..	10
4.3.2	Défaut du Bénéficiaire sur ses obligations au titre de la présente Convention ..	10
4.4	MODALITES DE FACTURATION.....	10



4.5 DEFAULT DE PAIEMENT, INTERETS DE RETARD 11

5 CHAPITRE 4 : CONTROLE..... 11

5.1 OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE ET MODALITES DE CONTROLE DE L’AUTORITE
CONCEDANTE 11

6 CHAPITRE 5 : FIN DE LA CONVENTION..... 11

6.1 DATE DE FIN DE LA CONVENTION 11

6.2 INDEMNISATION EN FIN DE LA CONVENTION 11

6.3 RESILIATION POUR FORCE MAJEURE PROLONGEE 11

7 CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES 11

7.1 REGLEMENTS DES DIFFERENTS 11

7.2 NOTIFICATIONS – MISES EN DEMEURE 12

8 CHAPITRE 7 : LISTE DES ANNEXES 12



1 Projet de Convention d'Export de Chaleur

1.1 Identification des parties

ENTRE :

La société **XXX [Société Dédiée]**, au capital de **[X]** Euros dont le siège social est à **1 Place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche, à PARIS La Défense Cedex (92930)**, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro **[XXX XXX XXX]**, Exerçant sous le nom commercial **XXX**

Représentée par **XXX** en sa qualité de **XXX**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

Ci-après désignée « Le Concessionnaire »,

De première part,

ET :

XXX

Représentée par **XXX** en sa qualité de **XXX**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

Ci-après dénommé « Le Bénéficiaire »,

De deuxième part,

ET :

VILLE DE SUCY-EN-BRIE, dont le siège est Mairie Sucs-en-Brie, 2 Avenue Georges Pompidou, F - 94370 Sucs-en-Brie, représentée par son Maire **[Olivier Travaux]**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du **[●]**

Ci-après désignée indistinctement « L'Autorité Concédante » ou « La Ville de Sucs-en-Brie »

De dernière part,

Ci-après ensemble « les Parties » ou individuellement « Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIE.



1.2 DEFINITIONS

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]



1.3 Préambule

L'Autorité Concédante et **[la société dédiée]**, (ci-après le « **Concessionnaire** ») ont conclu, en date du **[●]**, un contrat de concession de service public (ci-après la « **Concession** ») relatif à l'exploitation et la gestion du service public de production, transport et distribution du réseau de chaleur de la Ville de Sucy-en-Brie.

La Concession, en son article 16.1 encadre les activités annexes et en son article 16.2 autorise l'export de chaleur à condition que toutes les obligations de la Concession soient remplies, le Concessionnaire et la Ville de Sucy-en-Brie ont conclu le **[●]** un avenant détaillant les modalités et les conditions techniques et financières d'exécution de l'activité d'export de chaleur au bénéfice du Bénéficiaire.

La présente Convention en règle les conditions selon les modalités arrêtées par l'avenant susmentionné.

a mise en œuvre d'un tel projet nécessite l'alimentation du Bénéficiaire par **[installations de production concernées]** exploitée par le Concessionnaire.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]



2 CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Formation de la convention

Les Parties ont souhaité conclure la Convention afin que les termes et conditions de l'export de chaleur vers le Bénéficiaire soient formellement actés.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

2.2 Objet

La Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles :

- Le Concessionnaire s'engage à **fournir** au Bénéficiaire la CHALEUR **XXX**
- Le Concessionnaire s'engage à **transporter** via le réseau de Sucy-en-Brie et à **mettre à disposition** du Bénéficiaire fournie par **XXX**, **dans le cadre d'une obligation de moyen notamment en considération de la limite des capacités techniques du réseau de chaleur de l'Autorité Concédante et dans les limites de prestations et le périmètre de la Concession ;**
- Le Bénéficiaire s'engage à acheter au Concessionnaire la CHALEUR **XX** résiduelle ;

Plus précisément, la Convention a pour objet de :

- Définir les limites de responsabilité respectives des Parties et le régime de propriété des biens nécessaires,
- Définir les travaux à réaliser pour que puisse être exécutée la Convention,
- Définir les conditions techniques et économiques de l'export de chaleur,
- Définir les conditions tarifaires,
- Garantir les seuils minimaux d'enlèvement et de fourniture de chaleur à respecter,
- Définir les modalités de contrôle et de sanctions.

2.3 Entrée en vigueur – Condition suspensive – Date de démarrage des prestations

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature le **XXX**.

La date effective de démarrage des prestations définies à la Convention a lieu à compter de la date de mise en service industrielle de l'ensemble des équipements objets des travaux définis à la présente convention.



2.4 Durée de la convention – substitution

La Convention est conclue pour la durée restante [ou] identique à la durée initiale du Contrat de Concession. Sa durée ne pourra excéder la durée totale du contrat de la Concession.

La date effective de démarrage des prestations définies à la Convention a lieu à compter de la date de mise en service industrielle de l'ensemble des équipements objets des travaux définis à la présente convention.

Au terme normal ou anticipé de la Concession, le Concessionnaire est libéré de ses obligations au titre de la présente Convention, et l'Autorité Concédante ou tout nouveau tiers exploitant désigné par l'Autorité Concédante se substitue au Concessionnaire dans tous ses droits et obligations au titre de la présente convention.

Une telle substitution se fera par la reprise pure et simple des droits et obligations du cédant par le concessionnaire. Elle n'ouvrira pas droit à modification des dispositions de la présente Convention.

2.5 Révision contractuelle

Pour tenir compte de l'évolution des modalités et conditions d'exécution de la présente Convention, les Parties se concerteront et pourront revoir les termes de la présente Convention :

- Sur proposition de l'Autorité Concédante et après accord de l'ensemble des Parties ;
- en cas de force majeure tel que défini à l'article 9.1 de la Concession ;
- en cas d'extension ou de modification modifiant substantiellement et durablement les besoins de chaleur des parties ;
- en cas d'évolution de la classification des énergies renouvelables et de récupération ;
- en cas de modification du pourcentage d'énergies renouvelables ou de récupération nécessaire à l'obtention du taux réduit de TVA pour les abonnés d'un réseau de chaleur ;
- en cas de modifications des conditions de la Concession ou de ses conditions d'exploitation susceptibles d'avoir un impact significatif sur la distribution de CHALEUR objet de la présente convention ;
- dans le cas où la localisation de la sous-station d'export serait modifiée ;
- à la survenance du terme normal ou anticipé de la Concession.
- **[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]**

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter par avenant à la présente Convention.

Tout projet d'avenant à conclure entre les Parties devra, avant sa signature, être préalablement et expressément approuvé par la Ville de Sucy-en-Brie.



[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

2.6 Obligation des parties

2.6.1 Obligations de [Société Dédiée] : fourniture de la CHALEUR

Le Concessionnaire s'engage, dans la limite des capacités techniques du Réseau de chaleur de la Ville de Sucy-en-Brie, à fournir la CHALEUR vers le Bénéficiaire, au niveau de la Sous-station d'export **XXX**, dans les conditions fixées dans la présente Convention.

Pendant toute l'année, le Concessionnaire s'engage à mettre à disposition du Bénéficiaire la CHALEUR dans la limite de ses capacités techniques.

La CHALEUR mise à disposition du Bénéficiaire est composée de **X%** d'énergie renouvelable.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

2.6.2 Obligation du Bénéficiaire: prise de chaleur

Pour la satisfaction de ses besoins, le Bénéficiaire a l'obligation d'utiliser prioritairement la Chaleur fournie par le Concessionnaire dans les conditions fixées dans la Convention.

Le Bénéficiaire s'engage à acheter au Concessionnaire la CHALEUR.

[Fixer une température de retour –

A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

2.7 Travaux

Un schéma de principe de la Sous-station d'export est fourni en Annexe **X**

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

2.8 Exploitation des équipements – régime de propriété des biens nécessaires

Le Concessionnaire maintient le clos et le couvert de la Sous-station d'export **XX** conformément à la réglementation qui lui est applicable.

La limite de prestation d'exploitation du Concessionnaire dans la Sous-station d'export se situe **XXX**

Le Régime de propriété des biens nécessaires à l'exécution de la présente Convention est déterminé comme suit : **XXX**

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]



3 CHAPITRE 2 : MODALITES DE FOURNITURE ET DE MISE A DISPOSITION DE LA CHALEUR

3.1 Fourniture de chaleur par le Concessionnaire

Le Concessionnaire vend la CHALEUR au Bénéficiaire,

La puissance de la chaleur est de XX MW

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

3.2 Caractéristiques de la chaleur

La chaleur mis à disposition du Bénéficiaire sera composée de XXX et présente les caractéristiques suivantes : XXX

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant- température d'arrivée etc.]

3.3 Comptage

3.3.1 Principe

Le Concessionnaire livre au Bénéficiaire une quantité de chaleur X, comptabilisée par un compteur situé au niveau de la sous-station d'export.

La mise en place, l'entretien, les contrôles réglementaires et le bon fonctionnement de ce COMPTEUR est à la charge de XXX.

En cas de panne des équipements de comptage, une estimation sera faite à partir des autres données disponibles, cette estimation en pourra en aucun cas excéder XXX jours glissant

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

3.4 ARRÊT TECHNIQUE

Tous travaux programmables nécessitant la mise hors service des ouvrages sont exécutés en dehors de la saison de chauffage pour la fourniture de chaleur et en une seule fois si possible, sauf dérogation accordée par l'Autorité Concédante.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

4 CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 PRIX DE VENTE DE LA CHALEUR

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

4.2 Droits/Frais de raccordement

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]



4.3 Pénalités

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

4.3.1 Défaut de mise à disposition de la CHALEUR imputable au Concessionnaire

A définir.

4.3.2 Défaut du Bénéficiaire sur ses obligations au titre de la présente Convention

A définir.

4.4 Modalités de facturation

Les factures adressées au titre de la présente Convention sont conformes aux dispositions réglementaires et fiscales en vigueur.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]



4.5 Défaut de paiement, intérêts de retard

Tout retard dans le règlement des factures supérieur à 30 jours à compter de l'émission de la facture donne lieu de plein droit au versement d'intérêts de retard calculés au taux légal.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

5 CHAPITRE 4 : CONTROLE

5.1 Obligations de transparence et modalités de contrôle de l'Autorité concédante

L'Autorité Concédante a le pouvoir de contrôler, sur pièces et sur place, les informations qui lui sont communiquées par les parties.

Plus largement, L'Autorité Concédante a le pouvoir de contrôler le respect des engagements contractuels au titre de la présente Convention et peut diligenter tous moyens à cette fin.

Dans le cadre de l'exercice de son pouvoir de contrôle, l'Autorité Concédant peut être représentée ou assistée par un Assistant technique, financier ou juridique.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

6 CHAPITRE 5 : FIN DE LA CONVENTION

6.1 Date de fin de la convention

La présente Convention prend fin à la survenance du premier des événements suivants :

- à son terme normal tel que fixé à l'article 2.4

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

6.2 Indemnisation en fin de la convention

Lorsque la présente Convention expire par survenance du terme prévu, les Parties ne peuvent prétendre à aucune indemnité sauf cas particuliers détaillés au présent article : **XXX**

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

6.3 Résiliation pour force majeure prolongée

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant]

7 CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Règlements des différends

Si un différend survient entre les Parties conviennent de régler ledit différend par la négociation.



La Partie se sentant lésée précise dans un courrier remis à l'autre Partie en mains propres ou par lettre recommandée avec un accusé de réception, les faits générateurs et les motifs du différend. La procédure de règlement amiable du différend est ouverte à la date de réception du courrier.

Nonobstant l'existence du différend et l'ouverture d'une procédure de règlement amiable, les parties poursuivent l'exécution de la présente Convention.

Si le règlement amiable n'aboutit pas à la résolution du différend dans un délai raisonnable compte-tenu de l'impact du différend sur la présente Convention et de sa technicité, une Partie notifie à l'autre sa volonté soit de mettre en œuvre une médiation, soit de saisir directement la juridiction compétente.

Cette notification est remise à l'autre partie en mains propres ou par lettre recommandée avec un accusé de réception. La médiation doit être acceptée par l'autre Partie et les frais afférents seront partagés à part égale entre les Parties.

En cas de médiation, les Parties désignent conjointement un médiateur dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de ladite notification supra. Le médiateur dispose alors d'un délai de deux (2) mois pour présenter son avis et/ou des propositions que les Parties s'engagent à examiner de bonne foi. Ce délai court à partir de la réception du courrier des parties l'informant de sa désignation.

Nonobstant l'existence du différend et l'ouverture d'une procédure de règlement juridictionnel, les Parties poursuivent l'exécution de la présente Convention.

7.2 Notifications – Mises en demeure

A défaut de stipulations spécifiques contraires prévues dans la présente Convention, toute notification doit être faite par écrit aux domiciles fixés ci-dessus :

- Soit par courrier ordinaire ou courrier électronique avec accusé de réception, pour les communications simples ;
- Soit par courrier en recommandé avec accusé de réception, pour les communications officielles.

Toutefois, en cas d'urgence, elles peuvent être remises, par porteur, au siège de l'autre Partie, avec accusé de réception de celle-ci.

A défaut de stipulations spécifiques contraires, fixées dans la présente Convention, tout délai imparti aux Parties commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]

8 CHAPITRE 7 : LISTE DES ANNEXES

[A détailler selon les conditions spécifiques de l'export arrêtées par avenant et selon la version définitive du projet de contrat]



Fait à XXX le XXX

En trois exemplaires originaux.

Société dédiée XXX

Bénéficiaire XXX

Ville de Sucy-en-Brie

